

Mise en valeur des connaissances traditionnelles et techniques existantes dans les transferts techniques

Enseignements tirés de l'engagement du Japon en faveur de la lutte contre la désertification



Mise en valeur des connaissances traditionnelles et techniques existantes dans les transferts techniques

Enseignements tirés de l'engagement du Japon en faveur de la lutte contre la désertification

Mars 2008
Global Environmental Issues Division
Global Environment Bureau
Ministry of the Environment, Japan
1-2-2 Kasumigaseki
Chiyoda-ku
Tokyo
Japan 100-8975

TEL +81-3-3581-3351
FAX +81-3-3581-3348
e-mail : shinrin-sabaku@env.go.jp



Mars 2008

Le Ministère de l'Environnement du Japon

Importance de la mise en valeur des connaissances traditionnelles

1 | Décisions de la COP de l'UNCCD (United Nations Convention to Combat Desertification)

Décision1/COP.7 Favoriser l'application de la Convention en Afrique

La Conférence des Parties :
Invite les pays développés parties et les organisations internationales à soutenir les programmes liés à la Convention en Afrique pour favoriser la gestion durable des terres et atténuer la pauvreté, et à aider les pays en développement parties à diffuser et à utiliser les connaissances traditionnelles et à développer des bonnes pratiques (para. 14).

Prie instamment le Comité de la science et de la technologie (CST) d'accorder une attention particulière aux mesures de nature à répondre aux besoins de connaissances des pays africains parties, notamment des communautés locales, afin de lutter contre la désertification et la pauvreté et de gérer les terres de façon durable en combinant les connaissances traditionnelles aux technologies modernes, y compris les technologies de l'information (para. 15).

Décision16/COP.7 Connaissances traditionnelles

La Conférence des Parties

- 1 Encourage les Parties à concevoir des initiatives relatives aux connaissances traditionnelles en collaboration avec d'autres institutions et organisations;
- 2 Invite les Parties à sauvegarder, promouvoir et exploiter les connaissances traditionnelles, avec la participation d'experts locaux et des communautés locales;
- 3 Invite en outre les Parties à favoriser l'intégration des connaissances tant traditionnelles que modernes dans la lutte contre la désertification.

2 | Enseignements retenus d'un transfert de la technologie moderne du Japon

Dans le cadre d'un projet effectué au Burkina Faso de 1995 à 2002, le Japon a fait construire un barrage souterrain pour améliorer les conditions d'utilisation des nappes phréatiques dans les régions arides, ce qui a permis aux populations locales de bénéficier d'un volume annuel d'eau d'environ 2 700 m³. Cependant, à l'heure actuelle, ce barrage ne fonctionne plus à plein régime, car les pompes chargées de puiser l'eau des nappes phréatiques ne sont plus alimentées en énergie suite au vol des panneaux solaires.

Cet exemple nous montre que, lorsque l'on transfère les technologies conçues dans les



Emplacement des panneaux solaires dérobés

pays développés à des pays en voie de développement subissant un phénomène de désertification, il est probable que des problèmes de maintenance et d'application de technologies surviennent ultérieurement. Par conséquent, il est essentiel de mettre en valeur des connaissances traditionnelles-techniques existantes qui soient flexibles au niveau du savoir-faire et de l'approvisionnement de matériaux pour la maintenance, et de l'application dans les autres régions.

Même dans le cas de transfert de techniques modernes, il est important de mener une enquête préalable pour connaître les spécificités régionales, les techniques traditionnelles et les techniques d'origine extérieures déjà implantées, afin d'évaluer la pertinence des techniques à introduire et d'accompagner les populations locales dans le processus d'« empowerment » (renforcement des capacités des populations locales). Aussi, nous avons résumé dans ce document les points à prendre en considération pour mettre en valeur les connaissances traditionnelles-techniques existantes.

Note : Dans ce document, nous désignons « connaissances traditionnelles » non seulement les connaissances et les techniques spécifiques à une région depuis des temps anciens, mais aussi celles d'origine extérieure et qui existent de fait.

Aperçu du projet pilote

De 2004 à 2007, nous avons réalisé un projet pilote portant sur une série de transferts de connaissances traditionnelles-techniques existantes à un village subissant des effets de la désertification (village de Tokabangou au Burkina Faso). Dans ce cadre, un recensement des connaissances, techniques et savoir-faire traditionnels qui avaient fait leur preuve contre la désertification dans des régions voisines a été effectué. Afin de promouvoir l'apprentissage, la diffusion et l'implantation de ceux-ci dans le village, diverses mesures ont été prises, entres autres

: voyages d'étude, identification par les villageois des connaissances, techniques, et savoir-faire qu'ils souhaitent s'approprier et réunions de présentation des activités. Ce document présente les enseignements tirés de ces pratiques.
 En cours de projet, nous avons analysé les méthodes de pilotage des activités des villageois qui participaient aux transferts techniques, aussi bien que les modes de coordination avec les autres organisations d'aide et les rôles de celles-ci.

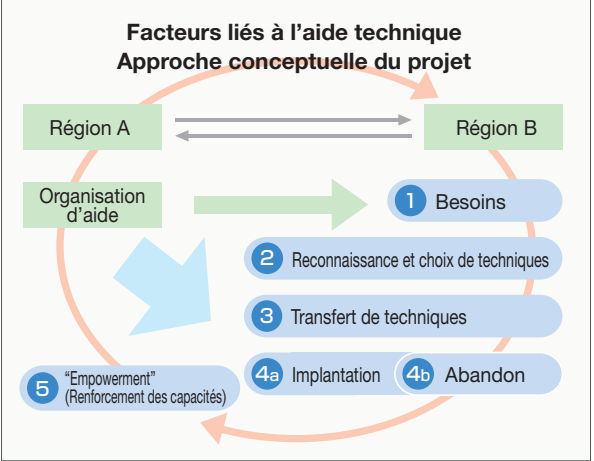


Formation de couture

Des membres du groupe d'essai en train de creuser des trous de zai



Concepts du projet pilote



✱ Dans ce document, ce terme désigne le renforcement des compétences des populations locales afin qu'elles puissent, par elles-mêmes, trouver et mettre en valeur des techniques utiles dans la lutte contre la désertification et pour l'amélioration de leur niveau de vie.

Acteurs principaux du projet

Les villageois	protagonistes actifs dans la reconnaissance des besoins et des techniques, la sélection, le transfert et l'implantation de celles-ci
Les villageois (région A)	fournisseurs et formateurs des techniques à transférer
Le coordinateur local	AGS, l'ONG japonaise travaillant dans la région
L'assistant au suivi local	OOS (Opération Oasis Sahélienne), l'ONG locale
Le gestionnaire du projet	Fondation Global Environmental Forum (coordination côté japonais et suivi du projet)
Le concepteur- donateur du projet	le Ministère de l'Environnement du Japon

3 Enseignements et propositions

1 Il est essentiel, et ce pour **assurer l'appropriation ("ownership") des techniques par les habitants**, de leur faire visiter les régions d'origine du transfert et de **promouvoir les modes traditionnels locaux de prise de décision** dans le processus de repérage et de sélection des techniques à implanter dans la région. Néanmoins, le processus de prise de décision traditionnel pouvant ne pas assurer la participation à ce processus de certaines catégories de villageois telles que les femmes, il est également important, si besoin est, de mettre en place une solution supplémentaire pour palier à ce problème.

- Il est nécessaire de mener une enquête préalable pour savoir si les populations locales possèdent des informations concernant les connaissances traditionnelles d'autres régions ou non, dans quelles régions elles existent et de quelle nature elles relèvent.
- Il est important, avant la réalisation du transfert, de discuter avec les habitants sur les apports de l'introduction de connaissances traditionnelles d'autres régions à la lutte contre la désertification et à l'amélioration à moyen et long terme de la vie quotidienne, de sorte que la nécessité de cette introduction soit comprise suffisamment; ceci, afin que les activités de transfert soient menées à l'initiative des habitants.
- Les techniques à transférer ne devraient pas être limitées a priori à celles servant à prévenir la surexploitation des terres comme des cultures appropriées ou à celles pour la restauration des sols dégradés telles que le reboisement. **Les méthodes pour la diminution de la pauvreté et l'amélioration des capacités**

d'adaptation des populations locales sont également importantes, par exemple celles génératrices de revenus non dépendantes du sol, comme la couture et la fabrication de savons.

- Pour la transmission des informations relatives aux connaissances traditionnelles à introduire et la compréhension approfondie de celles-ci, les voyages d'étude d'habitants sont d'autant plus fructueux que ces derniers acquièrent les informations directement et comprennent ces connaissances sur place; dans ce cas, la sélection des participants au voyage d'étude pourrait être un sujet important.
- Après le voyage d'étude, il est important de prendre des mesures pour assurer le processus par lequel les villageois lancent les activités à leur initiative : réunions de présentation du voyage d'étude, concertations selon les modes de prise de décision traditionnels, etc. Cette précaution s'explique également par un précédent où un organisme d'aide s'est adressé directement à des individus, ce qui a engendré des problèmes dans la région.

Exemple Mode de prise de décision traditionnel à Tokabangou

< Mode de prise de décision >

Les décisions sont prises dans les réunions organisées après la prière à la mosquée. Le respect que l'on porte aux personnes varie en fonction de leur âge, et les paroles des anciens ont souvent plus de poids. Par ailleurs, tous les villageois peuvent participer à ces réunions, mais la présence des femmes est rare. De ce fait, nous avons organisé, en parallèle de la réunion du village, des réunions de femmes dans les trois quartiers du village.

[Remarques] les représentants des quartiers participent à la grande réunion puis sont chargés de diffuser les informations dans les réunions de leurs quartiers respectifs. Concernant les voyages d'étude et les réunions relatives au projet, la sélection des participants s'est appuyée sur le critère impartial suivant : « les personnes qui savent bien expliquer ce qui se passe [autour du projet] ». Parmi les femmes aussi, la sélection a été effectuée d'une façon qui nous a semblé raisonnable : par exemple, des personnes capables ont été recommandées par des participantes des réunions.



Formation sur la fabrication de savons

2 Il est important d'**analyser et d'évaluer les activités de groupes d'essai qui tentent l'introduction de techniques** préalablement au transfert à l'échelle du village, pour décider s'il faut les interrompre / poursuivre/ élargir. **Il est essentiel de faire la publicité des activités** qui ont présenté des effets positifs auprès des habitants **afin d'élargir celles-ci**. Par ailleurs, **la mise en place d'un mécanisme qui empêche une partie des populations de bénéficier exclusivement de techniques est nécessaire**, les groupes d'essai ayant tendance à écarter les nouveaux volontaires.

- Avant la sélection des techniques à introduire, il est possible d'en tester les effets. Même après la sélection, suivant les résultats de l'évaluation et de l'analyse des effets produits par observés sur les groupes d'essai, on peut décider de l'étendue de leur introduction, voire de leur abandon. De plus, étant donné que les activités impliquées requièrent des investissements financiers et humains, il importe de s'assurer de l'autonomie des villageois au moyen des auto-évaluations régulières de leur activités pour assurer la continuité de celles-ci; à cet effet, des formations pour l'autogestion sont nécessaires : rédaction de rapports d'activités, de bilans et d'états de prêt et emprunt, par exemple, de terrains.
- Si un groupe d'essai présente des résultats positifs, il est indispensable de faire la publicité de ses activités auprès des villageois pour élargir l'étendue du transfert de la technique. C'est aussi pourquoi la présentation régulière de celles-ci dans des réunions locales est importante. Par

ailleurs, lors de l'amplification de transferts techniques, il faut prévoir un règlement portant sur l'accès aux techniques et le droit aux bénéfices pouvant être acquis grâce à celles-ci afin que ces techniques puissent être partagées dans le village d'une façon constante. Cette mesure est d'autant plus nécessaire que l'on a parfois observé que des groupes d'essai ont voulu écarter des volontaires souhaitant s'y intégrer, et monopoliser la technique et les profits générés par leurs activités.

- Lors de l'amplification des activités du transfert technique dans la région, il importe également d'introduire un système de micro-crédit au profit des nouveaux participants en utilisant les bénéfices générés par les groupes d'essai, et de faire adopter aux villageois le principe d'autofinancement de leurs activités, afin de s'assurer de la durabilité des activités et de la responsabilisation (« ownership ») des villageois.

Exemple Cas d'exclusion

1 Exclusion relative à l'accès aux matériels

Dans le cas de la couture, les machines à coudre sont des appareils coûteux que tous les individus ne peuvent acheter; de plus, la gestion de celles-ci étant à la charge du groupe d'essai, celui-ci peut écarter les autres villageois des machines de peur de devoir assumer le dépannage.

2 Exclusion d'ordre économique

Si, en cours des activités d'un groupe, celui-ci capitalise des

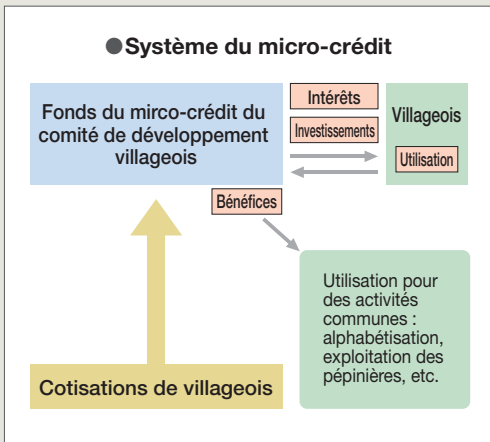
ressources, grâce à des bénéfices produits par ces activités, ou pour se maintenir lui-même, il arrive que les autres villageois soient exclus de l'accès à ces ressources.

3 Exclusion d'ordre des relations humaines

Il arrive que des nouveaux venus soient exclus des activités de transfert sous prétexte que la cohésion du groupe d'essai sera compromise.

Mesures pour la durabilité des activités de développement participatif

Depuis 2000, un programme de développement couvrant 60 villages (environ 40 000 habitants au total) est en cours sous la direction de JICA dans le sud de la région de Ségou au Mali. Le programme a pour objet de promouvoir le développement rural avec une approche synthétique, en abordant divers problèmes mêlés de façon complexe pour les résoudre : la désertification, la pauvreté, les questions relatives aux spécificités sexuelles, etc. L'introduction de techniques nécessitant un délai avant l'apparition des effets comme le reboisement est conjugué à des activités d'envergure plus réduite dont les effets peuvent apparaître rapidement dans la vie quotidienne des habitants : par exemple, l'installation de fours qui demandent moins de bois grâce à un rendement thermique élevé et des puits pour un approvisionnement en eau saine. Dans la réalisation de ce programme, beaucoup d'efforts sont consacrés à la formation des encadreurs locaux et des initiateurs du village. Les cours d'alphabétisation ont été mis en place également pour que les habitants soient capables d'établir des procès-verbaux des discussions et des plans d'activités. Pour assurer la poursuite des activités des habitants, un système de micro-crédit a été introduit avec les cotisations des villageois. Ce système a financé des activités commerciales d'habitants et les profits ont été utilisés pour le salaire des professeurs d'alphabétisation et la gestion des pépinières.



Source : Japan Green Ressources Agency



3 Il est possible que les techniques à introduire ne présentent pas les mêmes effets que dans les régions d’origine, du fait des diverses conditions locales : la déclivité du terrain, la végétation, les conditions du sol, etc. Par ailleurs, les conditions sociales peuvent être un obstacle à l’introduction de certaines techniques. Dans pareil cas, **il est essentiel de modifier des techniques de sorte qu’elles soient adaptée aux conditions physiques et socio-économiques locales; à cet effet, il est important de suggérer que des modifications sont possibles.**

- En général, dans l’apprentissage d’une technique, on a tendance à essayer de l’imiter telle qu’elle a été montrée, alors que ses effets peuvent varier selon les conditions physiques et celles d’approvisionnement des matériels et des matières dans la région de destination. De ce fait, il est possible que la technique imitée de façon précise ne présente pas les effets attendus, ou ne génère pas les résultats prévus par rapport au volume d’investissements.
 - Les modifications fondées sur la compréhension des caractéristiques de la technique, selon les conditions socio-économiques ou ethniques, et l’utilisation des ressources et des biens existants
- peuvent faciliter largement l’introduction de cette technique ou la rendre efficace.
- Etant donné que les techniques à introduire sont étrangère aux habitants, il est important de proposer des modifications possibles /variations fondées sur les conditions locales, sans présupposer que des modifications seront conçues à leur initiative.
 - Les matériels et matériaux nécessaires pour la mise en œuvre des techniques doivent êtres disponibles dans les régions. Concernant les techniques pour la lutte contre la pauvreté et l’amélioration des capacités d’adaptation, une étude de marché minutieuse sur les produits de ces techniques est nécessaire.

4 Afin d’assurer des activités durables de transfert technique, il est important **d’établir des relations de coopération avec d’autres organisations d’aide, y compris les ONG travaillant dans la même région, et d’agir auprès de l’autorité centrale/locale pour que les activités/formations des transferts techniques soient intégrées dans sa politique et institutionnalisées.**

- Pour une organisation d’aide, il peut être difficile de s’installer dans la région et d’apporter un soutien constant aux activités de transfert technique. Dans pareil cas, il est important de s’assurer de la durabilité de celles-ci et de l’efficacité du projet en collaboration avec les ONG qui travaillent sur place, les organismes d’aide internationaux (PAM, UNHCR, PNUD, BM, FAD etc.) et nationaux (JICA, USAID, DFID, GTZ etc.).
 - Par ailleurs, il est également important d’inciter l’autorité centrale/locale à
- accorder une place majeure aux transferts techniques contre la désertification dans sa politique, de sorte que les activités/formations soient institutionnalisées par ladite autorité.
- C’est à cet effet également qu’il est nécessaire de promouvoir la décentralisation auprès de l’autorité centrale tout en participant au développement des capacités des fonctionnaires des autorités locales pour préparer ces derniers au transfert des compétences.

Attitude des intervenants extérieurs propice à l’amélioration des conditions de vie : expériences de la reconstruction d’après guerre au Japon

Dans le Japon d’après guerre, les effets cumulés des mouvements de redressement social, appelés « amélioration des conditions de vie » dans les régions rurales ont jeté les fondations de la distribution rapide et équitable des fruits de la croissance macro-économique accélérée qui a eu lieu ultérieurement. On souligne que ces activités ont été menées avec l’idée stratégique « chercher des solutions non coûteuses», les ressources financières étant très limitées à cette époque au Japon. (*)

Au début du projet, les habitants de Tokabangou ne se montraient guère disposés à chercher des méthodes convenant aux conditions locales et mettant en valeur les ressources existantes du village, et préféraient attendre les investissements venant de l’extérieur. Ils s’intéressaient surtout à ce que les intervenants leur apporteraient et aux rémunérations contre leur participation au projet. Sur cette attitude, on a fait remarquer que ce sont les organismes d’aide qui ont privé les villageois des occasions de réfléchir et d’agir eux-mêmes. Dans le cadre du présent projet, lors des réunions de présentation des activités, et lors des planifications de celles-ci, les villageois ont été encouragés à transférer et à diffuser les techniques en utilisant des ressources existantes non coûteuses; ainsi, les prémices d’un changement d’attitude ont été observées sur des groupes d’essai, par exemple, quand ils se ont approvisionné en matériels eux-mêmes.



Formation de la culture attelée (Photo fournie par AGS-Japon)

(*) Source : Hiroshi SATO , « Dossier spécial : le Japon d’après guerre et le développement rural » in Kokusai kaihatsu kenkyu, Vol. 11, No. 2 (Novembre 2002, Kokusai kaihatsu gakkai)
佐藤寛(2002)「特集：戦後日本の農村開発経験」,国際開発研究 11 (2) , 国際開発学会

Rôles des organisations intermédiaires dans le projet

On peut classer les rôles des organisations intermédiaires, telles que les ONG et les consultants, dans les projets de transfert technique de la façon suivante :

Catégorie	Rôle
Fournisseur de services	Fournir des services dans le cadre du programme d’un organisme d’aide ou du gouvernement
Promoteur	Agir auprès des villageois en leur fournissant des ressources et des organisations d’aide pour la mise en place des organisations villageoises.
Point de Contact	Assister les populations locales et les organisations d’aide dans leurs recherches de partenaires et mettre en contact les uns avec les autres
Animateur ("Facilitator")	Jouer le rôle d’animateur ("facilitator") auprès des organisations d’aides et des habitants
Assistant	Suivant les besoins exprimés par l’organisation des habitants, obtenir des ressources et des services sur le marché ou auprès des l’organismes d’aide.

Source : Takeda Nagahisa, 1998, « Analyse des institutions impliquées dans le développement participatif : synthèse des études sur les fonctions et les mécanismes des organisations intermédiaires »
武田長久 (1998)「参加型開発の制度分析：仲介組織の機能とメカニズムに関する諸研究のレビューを中心として」, 国際開発研究 7(1), 国際開発学会

Le rôle d’AGS, organisation intermédiaire au sein de ce projet, qui était au début de type promoteur et fournisseur de services, a évolué vers la fonction de type point de contact et animateur ("facilitator") dans la seconde moitié du projet. Vers la fin de celui-ci, OOS, ONG locale qui participait au projet dès le début, a soutenu les activités en cours en tant que conseiller à la place d’AGS.

